

## Peut-on vouloir renoncer au productivisme sans renoncer à l'Etat-providence ?

Laurent de Briey, Professeur de philosophie

Université de Namur et Université Catholique de Louvain

*Texte provisoire*

### *Résumé*

Cette intervention s'interroge sur la comptabilité entre la critique écologique et la défense du modèle social de l'Etat-providence. En s'appuyant sur des analyses de textes représentatifs, elle analyse successivement les discours prônant une relance verte et ceux appelant à sortir du productivisme et de la recherche de la croissance économique. Si les premiers se heurtent à la difficulté de découpler croissance économique et croissance de l'empreinte environnementale, les seconds doivent démontrer comment une décroissance économique ne signifierait pas aussi une décroissance sociale. L'intervention revient dès lors dans un troisième temps sur le discours de la *Troisième voie* qui a influencé l'action des partis de gauche traditionnels depuis plus de quinze ans. Si celui-ci en appelait à une transformation de l'Etat-providence, il semble s'être également heurté à un impossible découplage des réformes sociales et économiques. L'intervention se conclut en cherchant à esquisser un modèle de transition cohérent en couplant des éléments de réformes économiques, culturelles et sociales que les discours analysés séparaient, voire opposaient.

### *Introduction*

Au milieu des années 2000, la critique du capitalisme la plus influente était portée par les mouvements écologiques. La préoccupation croissante pour le réchauffement climatique, relayée dans l'opinion publique par les médias de masse, pouvait donner l'impression que les enjeux environnementaux allaient s'imposer définitivement à l'agenda politique et servir de points d'appui à une réorientation de notre modèle économique. Cette impression était manifestement erronée.

Loin de s'être imposée, la critique écologique est aujourd'hui fragilisée. Premièrement, par ses divisions internes. La « mainstreamisation » de la critique écologique, symbolisée par le double prix Nobel attribué aux experts du GIEC et à Al Gore en 2007, s'est fort classiquement accompagnée de l'émergence de plus en plus forte d'un clivage interne que l'on peut trop superficiellement présenter comme une opposition entre les partisans d'un développement durable et ceux plaidant plus radicalement pour un modèle de décroissance<sup>1</sup>. La critique écologique est fragilisée deuxièmement par la transformation du contexte économique. Au moment de l'attribution de ce double prix Nobel, la crise des subprimes est déjà en train d'éclater. Les enjeux politiques de moyen et long termes, portés par la critique écologique,

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple, Y.-M. Abraham, L. Marion, H. Philippe (éd.), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Ecosociété, 2011.

vont dès lors s'effacer au profit de l'urgence de la stabilisation du système financier, puis des conséquences économiques, sociales et budgétaires de la crise financière. Les mouvements écologiques ont beau mettre en évidence, avec une incontestable pertinence, que les crises économiques, sociales et financières ont fondamentalement les mêmes racines que la crise environnementale, force est de constater que les enjeux environnementaux paraissent être des problèmes de luxe lorsque la majeure partie de la population s'inquiète de voir son pouvoir d'achat se réduire, jusqu'à la précarisation pour les plus défavorisés, ou qu'elle craint de perdre son emploi.

Le contexte politique a par contre rendu possible la renaissance d'une critique sociale du capitalisme. Le *Front de Gauche* en France, le parti *Syriza* en Grèce, le *Parti socialiste* d'Emile Roemer aux Pays-Bas, mais aussi *Die Linke* en Allemagne, *Izquierda Unida* en Espagne, le *Parti du travail de Belgique* sont des partis que se positionnent à la gauche de la gauche traditionnelle. La plupart de ces partis s'appuient sur les ruines des mouvements communistes, mais doivent leur vitalité à des dissidences sociales-démocrates. Celles-ci voient dans l'actuelle crise économique la démonstration de la nécessité de remettre en cause le capitalisme financier et de l'erreur fondamentale des partis de gauche traditionnels. Sous l'influence de la *Troisième voie* de Tony Blair et Gerhard Schröder, ces derniers seraient fourvoyés en acceptant les contraintes de la financiarisation de l'économie et en se transformant progressivement en partis libéraux de gauche. Ils seraient devenus les otages du système financier, susceptibles tout au plus de freiner les réformes structurelles exigées par celui-ci, lorsqu'ils n'en deviennent pas les promoteurs. Les partis de gauche traditionnels auraient ainsi participé à la déconstruction progressive de l'Etat-providence.

Ce phénomène ne se restreint pas au seul domaine politique. La crise a également permis à des économistes contestant l'orthodoxie libérale de s'engager dans le débat public pour y développer une critique du capitalisme financier et des politiques économiques européennes. En France, « Les économistes atterrés » en sont un excellent exemple<sup>2</sup>. L'objectif de ce collectif français est d'« impulser la réflexion collective et l'expression publique des économistes qui ne se résignent pas à la domination de l'orthodoxie néo-libérale »<sup>3</sup>. L'émergence de partis à gauche de la gauche et le renouveau d'un discours économique hétérodoxe témoignent l'un et l'autre de la revitalisation d'une pensée refusant de laisser aux seuls extrêmes la contestation du cadre intellectuel dominant.

---

<sup>2</sup>Le collectif « Les économistes atterrés » est né en septembre 2010 suite à la rédaction d'un manifeste par quatre économistes : Philippe Askenazy (Directeur de recherches au CNRS), Thomas Coutrot (Conseil scientifique d'Attac), André Orléan (Directeur d'études à l'École d'Hautes Etudes en Sciences Sociales), Henry Sterdyniak (Directeur du département d'économie de la mondialisation à l'Observatoire français de conjoncture économique). Ils y critiquent les politiques d'austérité européennes et avancent vingt-deux propositions devant permettre de mettre à mal la mainmise de la finance sur l'économie. Le manifeste a fédéré un cercle plus large d'économistes et débouché sur la création d'une association début 2011. Très actifs dans les débats publics, les économistes atterrés multiplient les publications dont quatre ouvrages collectifs. Le premier, *20 ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre* (Paris, Les liens qui libèrent, 2011), approfondit la critique des politiques européennes, le deuxième, *Changer d'économie!* (Paris, Les liens qui libèrent, 2011), développe les propositions alternatives, tandis que le troisième, *L'Europe mal-Traînée* (Paris, Les liens qui libèrent, 2012), s'oppose au projet d'un nouveau traité budgétaire européen<sup>2</sup>. Le quatrième, *Changer l'Europe!* (Paris, Les liens qui libèrent, 2013), se demande si l'Union européenne peut être remise au service de la défense du modèle social européen. Enfin, un nouveau manifeste, synthétisant les travaux antérieurs, a été publié début 2015.

<sup>3</sup> Extrait de leur site internet, <http://www.atterres.org/page/association> (consulté le 20 janvier 2015)

En m'appuyant sur les travaux des économistes atterrés, je souhaiterais montrer premièrement que ce renouveau de la critique sociale paraît difficilement compatible avec la critique écologique. En effet, si le manifeste fondateur de ce groupe était concentré sur une critique des politiques d'austérité et plaiderait en faveur d'une politique keynésienne de relance de l'économie, le groupe s'est progressivement élargi à des auteurs également sensibles à la critique écologique. Ils ont ainsi été conduits à reconnaître dans l'introduction d'un de leur ouvrage collectif, *Changer l'économie !*, qu'une des questions les divisant était celle de savoir s'il fallait ou non plaider pour une politique de croissance. Il ne s'agit toutefois pas d'un enjeu secondaire puisque, dans le modèle keynésien dont semblent se revendiquer la plupart des économistes atterrés, c'est la croissance économique qui a rendu possible le développement des droits sociaux. Ce qui est ainsi en jeu, c'est la possibilité de découpler la croissance économique nécessaire à la préservation des droits sociaux et celle de notre empreinte environnementale incompatible avec les contraintes écologiques.

Comme je le montrerai dans un deuxième temps, un problème de cohérence interne similaire traverse les mouvements écologiques lorsqu'ils doublent leur critique de la recherche d'une croissance économique perpétuelle dans un monde fini d'une défense des droits sociaux hérités du modèle de l'Etat-providence. Conscients des limites d'une relance de l'économie par un « Green Deal »<sup>4</sup>, les mouvements écologiques les plus innovants remettent en cause l'objectif même de croissance au profit d'une « prospérité sans croissance »<sup>5</sup> ou d'une « sobriété heureuse »<sup>6</sup>. Ils développent dès lors une critique du productivisme difficilement compatible avec une défense de l'Etat-providence qui témoignerait d'une curieuse nostalgie des Trente Glorieuses – ces trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre et durant lesquelles une forte croissance économique était porteuse d'emplois et de hausses salariales, tout en rendant possible le développement des droits sociaux. C'est cette fois la possibilité d'un découplage entre décroissance économique et décroissance sociale qui est sujette à caution.

C'est pourquoi je reviendrai dans un troisième temps sur le projet de transformation de l'Etat-providence en un Etat social actif que les partis de gauche traditionnels ont mis en œuvre ces vingt dernières années. Si les économistes atterrés, comme de nombreux écologistes, paraissent voir dans ce projet un cheval de Troie du néolibéralisme, il me semble pour ma part que son insuffisance réside essentiellement dans le fait qu'il a découplé les réformes sociales souhaitées et les réformes économiques pourtant nécessaires à la réussite de son projet.

Afin d'essayer de dépasser les problèmes de cohérence interne rencontrés par les discours analysés, je conclurai en cherchant dans chacun d'entre eux les éléments susceptibles de construire un modèle de transition cohérent couplant une réforme du système économique et financier, une réforme du cadre culturel au sein duquel nous façonnons nos préférences personnelles, ainsi qu'une réforme de notre modèle social.

---

<sup>4</sup> Voir par exemple J.-M. Nollet, *Le green deal. Proposition pour une sortie de crise*, Bruxelles, Le Cri, 2008.

<sup>5</sup> T. Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

<sup>6</sup> P. Rabbi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010.

### 1. *Découpler croissance économique et croissance de l’empreinte environnementale : la relance par la croissance verte ?*

Les travaux des économistes atterrés constituent une des meilleures références intellectuelles d’une critique sociale de la politique économique actuellement à l’œuvre en Europe occidentale. Selon eux, les politiques d’austérité pratiquées et les réductions des dépenses publiques qu’elles signifient ne seraient pas une solution au déficit public puisque elles vont freiner l’activité économique au risque que la baisse des recettes excède la réduction des dépenses. De plus, les dettes publiques étant exprimées en pourcentage du PIB une réduction de l’activité économique signifie une augmentation mécanique de ces dettes<sup>7</sup>. Ils estiment que la résolution de la crise passera au contraire par des investissements publics réorientant l’économie vers un modèle de développement plus durable et créateur de qualité de vie. Ils plaident également pour la mise en place d’une régulation beaucoup plus forte des marchés financiers via la taxation des transactions financières et une séparation stricte des banques de dépôt et des banques d’investissement. Ils appellent aussi à une réforme fiscale permettant de rendre l’impôt plus redistributif et de rendre les rémunérations plus égalitaires.

En fait, alors que, pour les partisans des politiques d’austérité, le retour à l’équilibre budgétaire, combiné à des réformes structurelles qui renforceront la compétitivité des économies européennes, va rassurer les investisseurs et permettre le retour de la croissance, les économistes atterrés inversent le lien de causalité : l’équilibre des finances publiques sera la conséquence d’une hausse des recettes générées par le retour de la croissance rendu possible par des investissements publics. Leur opposition à l’austérité est donc fondée sur la stimulation de la croissance. C’est sur la croissance également que repose leur conviction de l’acceptabilité d’un léger déficit structurel<sup>8</sup> puisqu’elle permet qu’une dette publique grandisse en volume tout en restant stable en pourcentage du PIB. La croissance est ainsi le socle des contre-propositions des économistes atterrés comme elle était le moteur des Trente Glorieuses.

Or, comme les économistes atterrés le reconnaissent eux-mêmes, la politique keynésienne pratiquée durant les Trente Glorieuses « reposait sur des facteurs structurels : l’ampleur des gains de productivité, la force de la demande, l’autonomie des pays les uns par rapport aux autres »<sup>9</sup>. La forte croissance était également rendue possible par la colonisation des pays du Sud, une démographie qui assurait une augmentation progressive de la population active et par une exploitation à faible prix des ressources naturelles. Le modèle des Trente Glorieuses peut-il encore être une référence pertinente à l’heure du défi écologique, du vieillissement de la population et de l’émergence de pays du Sud et de l’Est<sup>10</sup> ? Ou, au contraire, faut-il admettre que la nécessité de réorienter notre économie, pour la rendre moins consommatrice

---

<sup>7</sup> Voir par exemple, Les économistes atterrés, *Nouveau Manifeste. 15 chantiers pour une autre économie*, Paris, Les liens qui libèrent, 2015, p. 109-113.

<sup>8</sup> De l’ordre de 2,5% du PIB – *ibid.* p. 109.

<sup>9</sup> H. Sterdyniak, « Quelle politique économique ? Mort et renaissance du keynésianisme » in Les économistes atterrés, *Changer d’économie !, op. cit.*, p. 25.

<sup>10</sup> Ce qui ne signifie pas qu’ils ne peuvent plus nous inspirer ponctuellement, par exemple en ce qui concerne l’équilibre entre revenus du travail et revenus du capital.

en ressources naturelles et moins productrice de pollutions, n'implique-t-elle pas de relativiser la recherche de la croissance économique, voire d'accepter une certaine décroissance<sup>11</sup>?

Pour les économistes atterrés, il s'agit d'un faux dilemme<sup>12</sup>. Relance économique et transition écologique pourraient être complémentaires puis que la relance devrait consister dans des investissements nécessaires à la transition écologique : développement des énergies renouvelables, travaux économiseurs d'énergies, investissements dans les transports publics, mais aussi soutien aux secteurs de l'éducation, de la santé, des services aux personnes... Ils prennent soin d'ailleurs de renvoyer dos-à-dos les partisans d'un capitalisme vert qui font « le pari que le progrès technique permettra à l'avenir de trouver des solutions de remplacement à l'épuisement de certaines ressources »<sup>13</sup> et les promoteurs de la décroissance qui ne font pas suffisamment « la distinction entre les productions inutiles ou trop destructrices de l'environnement, qu'il faudra réduire, et celles qu'il faudra développer, car utiles et moins destructrices »<sup>14</sup>. Ils défendent avec raison un modèle de développement privilégiant la croissance de la qualité de vie à celle de la quantité des biens. Toutefois, leur discours n'est-il pas trop idyllique pour être crédible ?

De nombreux écologistes ne manqueront pas d'exprimer leur circonspection. C'est notamment le cas de Tim Jackson<sup>15</sup>. S'il plaide également pour une relance verte, il doute que celle-ci puisse être financée par l'endettement. Il invite à privilégier plutôt un financement des investissements requis par la canalisation de l'épargne privée et par des prises de participation publiques dans les nouveaux actifs énergétiques pour bénéficier de leurs rendements futurs, voire – en opposition frontale avec la logique d'une relance keynésienne – par la rigueur budgétaire. A vrai dire, le recours, au moins partiel, à cette dernière option paraît indispensable. En effet, une large partie des effets retours attendus d'un *Green Deal* prendront la forme d'une amélioration de la qualité de vie et d'une baisse de notre empreinte environnementale, non d'une hausse de l'activité économique. Leur rentabilité financière *stricto sensu* n'est donc nullement assurée<sup>16</sup>. D'ailleurs, même les économistes atterrés reconnaissent que « on ne peut dire à l'avance si le PIB augmentera parce que les productions qui auront crû l'emporteront sur celles qui auront décré, ou bien s'il diminuera parce que l'inverse se sera produit »<sup>17</sup>. Or en l'absence d'une croissance suffisamment forte, le poids de

---

<sup>11</sup> S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

<sup>12</sup> Une nuance s'impose. Comme mentionné, le collectif s'est progressivement élargi à des économistes plus proches de la critique écologique. Cela a provoqué une division au sein du collectif autour de la question de la croissance. Les économistes atterrés ne pouvaient toutefois se diviser sur la croissance sans être en désaccord sur le contreprojet qu'ils entendent opposer aux politiques d'austérité. Un camp devait par conséquent progressivement prendre le pas sur l'autre. A lire leur livre plus récent, *Changer l'Europe !*, l'esprit initial du collectif, porté par la critique sociale, semble avoir prévalu. Le caractère souhaitable de la croissance n'est en tout cas plus questionné.

<sup>13</sup> J.-M. Harribey, Ph. Quirion, G. Rotillon, « Les enjeux d'une transformation écologique qui soit sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 66.

<sup>14</sup> Ibid. p. 69.

<sup>15</sup> T. Jackson, op. cit., p. 121 et sv.

<sup>16</sup> Ibid., p. 144.

<sup>17</sup> J.-M. Harribey, Ph. Quirion, G. Rotillon, « Les enjeux d'une transformation écologique qui soit sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 73.

la dette risquerait de devenir rapidement problématique tandis que le paiement des intérêts représenterait une charge de plus en plus lourde pour les finances publiques<sup>18</sup>.

Bref, au-delà de l'apparente convergence à court terme autour d'un plan de relance axé sur les investissements nécessaires à la transition écologique, la démonstration reste à faire que le soutien à la croissance comme réponse à l'endettement public est réellement compatible avec un modèle de développement plus qualitatif pour lequel, par définition, la croissance quantitative n'est plus la priorité absolue. Rien ne garantit en tout cas qu'un tel plan de relance, aussi nécessaire soit-il, puisse permettre de faire l'impasse sur une politique de maîtrise des dépenses publiques et suffise pour assurer la soutenabilité de l'Etat-Providence. C'est d'ailleurs pourquoi la critique écologique actuelle prend de plus en plus fermement ses distances avec l'idée de développement durable, considéré comme un oxymore. Elle appelle à une décroissance choisie et heureuse et vante les mérites de la simplicité volontaire.

---

<sup>18</sup> En ce sens, voir A. Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ?*, Paris, Les Petits Matins, 2012, p. 89, en particulier l'étude citée en note. C'est pourquoi se multiplient les recherches de solutions pour se « débarrasser » de la dette, mais toutes, bien entendu, ont d'importantes répercussions potentielles. Comment, par exemple, annuler ou rééchelonner une partie de la dette sans risquer de perdre la confiance des marchés et avoir du mal à financer les emprunts futurs ? Comment également relativiser le poids de cette dette grâce à l'inflation sans perdre le contrôle de celle-ci et pénaliser excessivement le pouvoir d'achat des travailleurs ou faire exploser les coûts salariaux ? Lipietz, pour sa part, propose de monétiser la dette en faisant racheter celle-ci par les banques centrales, mais reconnaît que cela devrait provoquer une dévalorisation de la monnaie concernée – voir A. Lipietz, *Green Deal, La crise du libéral-productivisme et la réponse écologique*, Paris, La Découverte, 2012, p. 91-94. En soi, une monnaie plus faible serait favorable à la compétitivité internationale de l'économie concernée, mais cela signifierait une hausse du prix des biens importés. Enfin, une augmentation de la fiscalité sur le capital en allouant les recettes nouvelles au remboursement de la dette serait, en quelque sorte, une manière de faire payer la dette par ceux à qui elle est due. La difficulté est cette fois d'éviter une fuite des capitaux taxés, ainsi qu'une hausse des taux d'intérêts. Comme on le voit, le risque est important que l'économie réalisée en se « débarrassant » de la dette passée soit annulée par la hausse du coût des emprunts futurs.

## 2. *Découpler décroissance économique et décroissance sociale : une objection de croissance ?*

La confiance des économistes atterrés dans la possibilité de renouer avec un modèle de croissance tout en optant pour un développement plus durable fait face à une critique écologiste plus radicale portée par ceux que Bayon, Flipo et Schneider dans leur excellent livre, *La décroissance*, appellent les objecteurs de croissance<sup>19</sup>. Ces derniers jugent incohérente l'ambition de réaliser un découplage entre croissance économique et croissance de l'empreinte écologique. Faisant dès lors le deuil de la croissance, ils en appellent à une « remise en cause radicale du système des besoins<sup>20</sup> ». Une vie plus simple serait non seulement plus conforme aux impératifs de la soutenabilité écologique mais également plus heureuse parce qu'affranchie de la frustration propre à une société de consommation devant créer continuellement des désirs insatisfaits afin de relancer continuellement la demande de biens et de produits<sup>21</sup>. Cette remise en cause constitue une critique du néolibéralisme, mais également du marxisme traditionnel et du socialisme démocratique, dans la mesure où ces derniers sont des productivismes qui ne remettent pas en cause l'objectif de croissance, mais entendent assurer une plus grande égalité dans l'accès à la consommation<sup>22</sup>.

Les objecteurs de croissance remettent ainsi en cause la primauté donnée depuis près d'un siècle au consommateur sur le travailleur. Cette primauté était déjà au cœur du compromis fordiste par lequel le travailleur a accepté une détérioration de ses conditions de travail au profit de l'augmentation du pouvoir d'achat de ce consommateur qu'il est également. Cette primauté a été ensuite renforcée par la mondialisation. Celle-ci signifie en effet une mise sous pression des travailleurs, en particulier les peu qualifiés, en raison de la concurrence des travailleurs des pays émergents, au profit notamment des consommateurs qui bénéficient de l'accès à des biens de consommation à bas prix et dont le pouvoir d'achat, affaibli par la fragilisation des revenus de leur travail, est soutenu par un endettement privé et public dont la crise actuelle nous rappelle qu'il est insoutenable. En appelant ainsi à rompre avec un modèle de société dans laquelle le sentiment d'appartenance sociale dépend non plus prioritairement du rôle joué au sein de la société mais de l'accès à des modes de consommation de masse, les objecteurs de croissance mettent sur la table un élément incontournable du contreprojet politique qui me paraît crucial de promouvoir aujourd'hui.

Les objecteurs de croissance se détournent d'autant plus volontiers de la recherche d'une croissance continue – même lorsque celle-ci se veut « durable » ou « soutenable » – qu'ils observent qu'elle s'accompagne de fortes inégalités sociales et écologiques<sup>23</sup>. Ce n'est toutefois pas parce qu'on constate historiquement une corrélation entre croissance économique

---

<sup>19</sup> D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *La décroissance. Dix questions pour en débattre*, Paris, La Découverte, 2012. Voir aussi notamment S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006 et P. Ariès, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte, 2011.

<sup>20</sup> D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 23.

<sup>21</sup> Je partage cette critique de l'économie de consommation – voir L. de Briey, *Le sens du politique. Essai sur l'humanisme démocratique*, Wavre, Mardaga, 2009, p. 228 et sv.

<sup>22</sup> D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 54. Voir aussi F. Flipo, *Nature et politique, Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Amsterdam, 2014, p. 161 et sv.

<sup>23</sup> D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 22-23.

et croissance des inégalités<sup>24</sup> qu'une société décroissante serait une société plus égalitaire. Il suffit d'ailleurs de penser au degré d'inégalités qui était à l'œuvre dans les sociétés préindustrielles pour concevoir que le lien causal entre développement économique et hausse des inégalités ne va pas de soi.

A mon sens, pour essayer d'anticiper le caractère plus ou moins égalitaire d'une société décroissante, il faut s'interroger sur le rapport entre les types de revenus – capital vs. travail – qui y seraient générés, d'une part, et sur le degré de redistribution sociale qui pourrait y être à l'œuvre. Or si les Trente Glorieuses suscitent tant de nostalgie chez certains, ce n'est pas seulement parce qu'il s'agissait d'une période de forte croissance mais surtout parce que l'inégalité travail-capital y étaient moins forte qu'aujourd'hui et qu'elles ont permis le développement de mécanismes de redistribution sociale. Cela s'explique essentiellement par trois facteurs. Premièrement, la guerre avait provoqué une réduction du stock des patrimoines privés sous le triple effet des destructions matérielles, des expropriations et de l'inflation. Deuxièmement, la croissance générait d'importants revenus du travail permettant, pour la première fois peut-être depuis l'Antiquité, d'acquérir par son travail personnel un niveau de vie relativement comparable à celui rendu possible par les revenus du capital<sup>25</sup>. Enfin, cette croissance permettait de financer un système social de plus en plus généreux : l'Etat-Providence. Quelles seraient à l'inverse l'équilibre travail-capital et le modèle social soutenable dans une société sans croissance ?

Les objecteurs de croissance sont très attentifs aux inégalités générées par les revenus du travail. Cela les conduit à prôner, tout comme les économistes atterrés, un partage du temps de travail et une limitation des salaires, ainsi qu'à assimiler les sociétés préindustrielles à des sociétés paysannes<sup>26</sup>. Toutefois, la source essentielle des inégalités – aussi bien dans les sociétés préindustrielles que dans la société actuelle – est la répartition du capital<sup>27</sup>. Dans une société sans croissance, faiblement intensive en travail, la détention du capital serait d'autant plus cruciale. Il y aurait certes une transformation profonde de ce capital, en raison d'un effondrement potentiel du capital financier et d'une revalorisation du capital foncier<sup>28</sup>, mais la tendance naturelle à la concentration du capital – les revenus du capital croissant de plus en plus vite à mesure que le capital possédé est important – persisterait. Cette dynamique serait d'autant plus forte si le taux de natalité demeurait faible – ce qui est écologiquement souhaitable –, en particulier dans les classes favorisées. La concentration du capital serait en effet renforcée via les héritages<sup>29</sup>. A l'inverse, un taux de natalité élevé assurerait

---

<sup>24</sup> T. Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013, p. 455.

<sup>25</sup> Si, après l'effet égalisateur des deux conflits mondiaux, les inégalités réapparaissent progressivement, elles trouvent désormais leur source dans les inégalités salariales, ce qui fait dire à Piketty que nous sommes passés d'une société de rentiers à une société de cadres, *ibid.*, p. 435. La thèse de son livre est, toutefois, que le capital va progressivement reprendre de l'importance, les cadres, en particulier les mieux rémunérés d'entre eux, se transformant progressivement en rentiers à mesure que leur rémunération s'élève – prenant d'ailleurs des formes hybrides travail-capital via le développement des rémunérations sous forme d'intéressement –, que la progressivité de l'impôt sur le revenu s'affaiblit et que leur épargne s'accumule durant leurs années de carrière. La reconstitution progressive de ces patrimoines aura un impact d'autant plus important à l'avenir en raison de la faible natalité et donc du nombre réduit d'héritiers.

<sup>26</sup> D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 46.

<sup>27</sup> Fabrice Flipo me semble en être parfaitement conscient, ce qui le conduit à estimer, à la suite d'Illich, que l'objet de la critique écologique doit être la rente – voir F. Flipo, *Nature et politique*, *op. cit.*, p. 198 et p. 244.

<sup>28</sup> Il est vraisemblable toutefois que, si le marché joue librement, les détenteurs actuels du capital financier convertiront progressivement celui-ci en capital foncier (terres agricoles et ressources naturelles).

<sup>29</sup> T. Piketty, *op. cit.*, p. 599 et sv.



mécaniquement une répartition du capital plus importante en raison du partage de l'héritage entre les différents enfants<sup>30</sup>.

Je crains donc qu'une société sans croissance soit une société fortement inégalitaire si, à l'instar du travail, le capital n'était pas redistribué. Je ne parle pas seulement d'une répartition initiale du capital, mais d'une forme ou d'une autre de partage des revenus du capital – voire du capital lui-même –, sans quoi les inégalités de talents, les conséquences des maladies et des accidents, mais aussi les efforts plus importants des uns et des autres et, tout simplement, la chance, favoriseront progressivement la reconcentration du capital. Sur ce point critique sociale et critique écologique paraissent complémentaire. Mais cela signifie que, contrairement aux aspirations libertaires de certains objecteurs de croissance<sup>31</sup>, une société sans croissance ne pourrait pas être une société désétatisée et débureaucratisée. S'assurer de la répartition du travail et du capital requiert un contrôle public important. Une société sans croissance ne pourrait pas non plus s'organiser sous la forme de petites communautés localisées sur un territoire donné. Une solidarité organisée à une trop petite échelle se heurterait à la répartition inégale des ressources naturelles qui serait source de conflits pour l'appropriation de ces ressources, mais également aux conséquences des aléas climatiques. Cela nécessite au contraire des communautés politiques suffisamment importantes pour instaurer des mécanismes de redistribution à grande échelle.

Est ainsi posée la question du modèle social susceptible d'être en vigueur dans une société sans croissance. Il n'y a pas à ma connaissance de réel consensus à cet égard entre les objecteurs de croissance. Le partage du temps de travail et, imaginons-le, du capital, d'une part, la fixation d'un revenu maximal, la garantie d'un revenu minimal – éventuellement inconditionnel – et l'accès gratuits, ou à faible coût, aux services publics, dont les transports en commun, pourraient toutefois constituer un point de convergence entre eux. Il paraît difficile de renoncer également à une forme ou une autre d'assurance maladie. La difficulté est toutefois la même que celle à laquelle se heurte un programme de relance verte : le financement.

Comment en effet assurer le financement de ces prestations sociales, en particulier des services et subventions publics, dans une société sans croissance, et donc à faibles revenus<sup>32</sup> – notamment lorsque la population est vieillissante ? Une solution pourrait être la création monétaire. Reste qu'une forte création monétaire structurelle risquerait de conduire très rapidement à des niveaux tels d'inflation que la monnaie officielle perdrait tout crédit, en même temps que sa capacité à jouer son rôle de réserve de valeur. Des monnaies alternatives, voire le troc, seraient privilégiés pour les échanges marchands, de telle sorte que les allocations sociales versées en monnaie officielle perdraient de facto toute valeur. Je dois

---

<sup>30</sup> En fait, dans l'histoire occidentale, le contremodèle que les objecteurs de croissance devraient opposer à l'Age d'or européen que sont pour beaucoup les Trente Glorieuses, c'est l'Age d'or américain, celui des Pères fondateurs. C'est à cette époque de l'histoire américaine, en effet, que les inégalités étaient les plus faibles en raison de l'abondance du capital, la terre essentiellement, relativisant par conséquent sa valeur – sauf bien entendu pour les Amérindiens sans cesse chasser plus loin à l'Ouest afin de préserver cette abondance.

<sup>31</sup> D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 46.

<sup>32</sup> La fiscalité n'est donc pas une réponse dès que la question cesse d'être celle de l'équité de la répartition, mais de la préservation du financement d'un niveau similaire de services publics alors que le niveau global des revenus aurait fortement diminué.

donc avouer une certaine circonspection quant à la soutenabilité d'un modèle social dans une société qui tournerait radicalement le dos au productivisme. De la même manière que les partisans d'une relance verte doivent parvenir à faire la démonstration de la possibilité de découpler croissance économique et croissance de l'empreinte environnementale, les objecteurs de croissance doivent expliquer comment découpler la décroissance du secteur privé de celle du secteur public s'ils veulent crédibiliser leur projet de société.

En l'absence d'une telle démonstration, tout porte à croire qu'une société sans croissance s'avère être une société extrêmement libérale, avec des prestations sociales relativement faibles, et très exigeante en termes de temps de travail. Certes, le temps de travail serait officiellement partagé, mais il ne s'agirait là que du travail formel. Or la caractéristique principale d'une société sans croissance serait l'augmentation considérable des activités informelles afin d'autoproduire des services et des biens actuellement rendus disponibles par le marché ou les services publics – ces activités informelles étant d'autant plus attractives que le travail formel serait fortement taxé, alors que les produits générés par le travail informel resteraient personnels. Car ne nous leurrions pas, si dans une société où le travail est formalisé et fortement divisé, cultiver ses légumes peut être perçu comme le prototype même de l'activité qui ait du sens et qui soit source d'autonomie, il n'en reste pas moins que, pour ma part, je n'aime pas jardiner et que je ne suis certainement pas le seul dans ce cas. De même, le partage du temps de travail est supposé permettre de retrouver du temps pour s'occuper des siens. Le père de quatre enfants que je suis applaudit, mais il n'ignore pas non plus que la garde d'enfants est bel et bien un travail. Je ne doute d'ailleurs pas qu'il y ait dans l'audience l'une ou l'autre femme pour se souvenir que l'émancipation des femmes a notamment consisté à s'affranchir du travail informel et pour considérer que, à l'opposé de la vision romantique portée par les objecteurs de croissance, le travail informel n'est pas nécessairement plus épanouissant que le travail formel.

J'irais même plus loin. Là où le néolibéralisme veut inciter à la participation de tous au marché du travail formel par la réduction des prestations sociales, il me semble que les objecteurs de croissance contraindront tout le monde à la participation informelle par la pénurie et par la valorisation de l'autosubsistance. Quant à la critique développée par les objecteurs de croissance d'une société de consommation créant des besoins artificiels et leur promotion d'une sobriété heureuse, elles ne sont pas sans rappeler l'ascétisme protestant dans lequel Weber voyait l'esprit du capitalisme. La remarque est, je le reconnais, plus ironique que réellement pertinente<sup>33</sup>, dans la mesure où la modération souhaitée doit permettre, non plus le développement de l'épargne nécessaire aux investissements, mais une réduction de la demande permettant une réduction similaire de la production marchande. Elle n'en dit pas moins quelque chose d'essentiel selon moi : l'adoption d'un mode de vie décroissant ne conduit à une vie de temps libéré que lorsqu'elle est le fait d'une minorité au sein d'une société essentiellement productiviste. La généralisation d'un tel mode de vie pourrait par

---

<sup>33</sup> A vrai dire, il est impossible d'anticiper si la décroissance des besoins sera supérieure ou inférieure à la décroissance de la productivité du travail – cela sera vraisemblablement différent d'une région à l'autre et d'une culture à l'autre.

contre menée à une société très exigeante en termes de travail – formel et informel – afin de produire non plus le superflu, mais simplement le nécessaire et l’utile<sup>34</sup>.

### 3. *Découpler réformes sociales et réformes économiques : un Etat social actif ?*

Nos deux premières sections l’ont mis en évidence. La question de la croissance qui oppose les économistes atterrés – ou plus largement, les partisans du développement durable – et les objecteurs de croissance a un corollaire : douter de la soutenabilité d’une croissance structurelle impose de s’interroger sur celle de l’Etat-providence et sur la nécessité éventuelle de le réformer. Or, un tel doute n’est pas neuf.

Au début des années 2000, alors que l’Europe est dominée par des partis de centre-gauche se revendiquant de la *Troisième voie*<sup>35</sup>, l’idée que le modèle social devait être transformé s’est imposée pour des raisons budgétaires et d’équité. Depuis lors, le modèle de l’Etat-providence est décrié en raison de la passivité de ses politiques sociales : celles-ci visent essentiellement à assurer un revenu de remplacement à des personnes qui ne sont plus en mesure de travailler pour un motif indépendant de leur volonté – âge, maladie, récession économique, etc. – mais ne favorisent pas leur réinsertion. Au contraire, dans la mesure où son financement repose principalement sur des charges sociales pesant sur le travail, il freine la création d’emplois. Enfin, la législation très protectionniste du travailleur se retourne contre le demandeur d’emploi et favorise une dualisation sociale importante entre les travailleurs et les bénéficiaires d’allocations. L’Etat-providence est ainsi accusé d’enfermer ces derniers dans la dépendance. Il est en outre jugé insoutenable budgétairement : d’une part, rendant très onéreux le coût du travail, il affaiblirait fortement la compétitivité économique et ferait fuir les investisseurs ; d’autre part, le vieillissement progressif de la population ferait exploser les dépenses en santé et en pension tout en réduisant le rapport entre les personnes qui financent le modèle en travaillant et celles qui bénéficient d’allocations.

C’est pourquoi les partisans de la *Troisième voie* privilégient un modèle alternatif, celui de l’Etat social actif. Selon ce modèle, plutôt que de fournir une compensation aux victimes d’un risque (la maladie, la perte d’un emploi, etc.), les politiques sociales doivent réduire la probabilité que le risque advienne. Similairement, la finalité de l’Etat n’est plus de se substituer aux marchés lorsqu’ils sont défaillants en proposant un revenu de remplacement ou en créant des emplois publics, mais de favoriser leurs bons fonctionnements. Ainsi, lorsqu’un secteur économique est en déclin, l’Etat ne doit pas chercher à le soutenir pour préserver les emplois,

---

<sup>34</sup>Harribey, un des membres des économistes atterrés, ne dit pas autre chose lorsqu’il reproche aux adeptes de la décroissance de procéder à « l’éloge sans nuance de l’économie informelle en oubliant que cette dernière vit souvent sur les restes de l’économie officielle » - J.-M. Harribey, « Une conception de la richesse non marchande pour sortir du faux dilemme croissance/décroissance », in Berr E. et J.-M. Harribey (sous la dir. de), *Le Développement en question(s)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2006, p. 265-288.

<sup>35</sup> Conceptualisée par A. Giddens et portée politiquement par T. Blair, l’ambition de la *Troisième voie* était de renouveler le projet social-démocrate pour l’adapter au contexte de la mondialisation et prendre en compte les mutations sociologiques qui ont accompagné la montée de l’individualisme contemporain - T. Blair, A. Giddens, *La troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Paris, Seuil, 2002. En Europe de l’Ouest, l’ensemble des partis de gauche « gouvernementale » ont repris ce programme à leur compte avec plus ou moins de conviction. En Belgique par exemple, le parti socialiste flamand, dominé alors par la personnalité de Franck Vandenbroucke, fait partie des plus convaincus. Inversement, le parti socialiste francophone ne s’est jamais revendiqué explicitement de la Troisième voie, mais force est de constater que les politiques menées depuis lors par les socialistes francophones s’en inspirent fortement. Le programme de la *Troisième voie* a également largement inspiré la Stratégie européenne de Lisbonne. J’analyse de manière plus approfondie ce programme dans *Le sens du politique*, op. cit., p. 183 et sv.

mais multiplier les formations offertes aux personnes licenciées afin de leur permettre de retrouver un emploi dans les secteurs en croissance. Les prestations sociales devraient par conséquent être réorientées vers le soutien de l'activité professionnelle et la prévention des risques : accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois, programme de formation initiale et continue, démantèlement des régimes de prépensions, politiques d'éducation à la santé... En fait, l'Etat a avant tout un rôle d'investisseur social afin de soutenir la participation de chaque personne à la société. Cette participation est comprise à la fois comme un droit dans la mesure où elle est jugée essentielle à la réalisation de la personne, mais aussi comme un devoir de contribution au bien commun – ce pourquoi elle doit se faire au travers d'activités socialement utiles.

Si elles s'inspiraient initialement des modèles sociaux scandinaves et étaient portées par des partis de gauche, les réformes sociales mises en œuvres au nom de l'Etat social actif sont souvent considérées comme ayant surtout servi un programme néolibéral en permettant, au nom du renforcement de la compétitivité économique, un affaiblissement de la protection sociale, une flexibilisation du marché travail et une réduction des charges sociales qui auraient davantage réduit les recettes publiques que réellement créé des emplois. Il n'est dès lors guère étonnant que le rejet de ces politiques soit un des points d'accord entre la critique sociale et la critique écologique lorsqu'elles s'entendent pour assimiler toute réforme du modèle social de l'Etat-providence à une régression. Les économistes atterrés en sont à nouveau un excellent exemple : voyant dans les politiques d'accompagnement propre à l'Etat social actif, une stigmatisation injustifiée des demandeurs d'emploi, ils se positionnent en défenseurs de l'Etat-providence hérité des Trente Glorieuses et en appellent au renforcement de la protection sociale, tandis qu'ils comptent sur la réduction du temps de travail et les investissements publics pour faire baisser le chômage<sup>36</sup>.

Si l'héritage de la *Troisième voie* ne peut être accepté que sous bénéfice d'inventaire, il me semble néanmoins relever d'un projet politique fondamentalement différent du capitalisme néolibéral. Dès l'année 2000, Christian Arnsperger, dans une brillante analyse du modèle de l'Etat social actif<sup>37</sup>, mettait en évidence que les réformes sociales préconisées ne pouvaient favoriser un « authentique idéal de solidarité » qu'à condition de remettre également en cause la forme prise par le capitalisme mondialisé. En fait, si le projet de transformation de l'Etat-providence en un Etat social actif a pu être récupéré par le néolibéralisme, c'est parce qu'il souffrirait d'une incohérence de principe. Ses partisans n'ont pas compris qu'il était en fait totalement incompatible avec l'acceptation de la financiarisation. Au contraire, ils ont largement justifiées leurs réformes sociales par la nécessité de s'adapter à cette financiarisation<sup>38</sup>. Or, celle-ci impose une recherche de rentabilité à court terme, alors que le modèle de l'Etat social actif impose des investissements publics massifs dans l'éducation, la

---

<sup>36</sup> Voir, notamment, P. Batifoulier, P. Concialdi, J.-P. Domin et D. Sauze « Pour un renouveau de la protection sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !, op. cit.*, p. 129-147.

<sup>37</sup> C. Arnsperger, *Nouvelle Question sociale et obstacles à la solidarité (1<sup>ère</sup> partie). L'Etat social actif « de gauche » : authentique idéal de solidarité ou lamentable mascarade idéologique ?*, Louvain-la-Neuve, DOCH 75, 2000, <http://www.etes.ucl.ac.be/doch.html>.

<sup>38</sup> Giddens, toutefois, semble avoir été plus lucide que ceux qui ont mis en œuvre son programme. S'il prenait bien acte de la mondialisation et de la nécessité qu'elle induit de transformer la social-démocratie, il plaiderait également pour un encadrement des marchés financiers et pour l'instauration d'une Taxe Tobin afin de freiner la spéculation, T. Blair, A. Giddens, *op. cit.*, p. 155 et sv.

recherche ou l'innovation dont les effets retours ne peuvent apparaître qu'à moyen, voire long terme. Si l'ambition de l'Etat social actif n'était pas simplement d'améliorer à la marge la compétitivité, mais d'assurer la cohésion et l'intégration sociale en favorisant la participation de chacun, il s'est manifestement heurté à l'impossibilité de découpler réformes sociales et réformes économiques.

*Conclusion – Coupler réformes économiques, sociales et culturelles : un contremodèle cohérent ?*

Partisans de la relance verte, adeptes de la simplicité volontaire, promoteurs de l'Etat social actif, tous paraissent se heurter à un impossible découplage – respectivement celui de la croissance économique et de l'empreinte environnementale, celui de la décroissance économique et de la décroissance sociale et, enfin, celui des réformes sociales et des réformes économiques. Vouloir penser un modèle de transition écologique cohérent, tout en étant attentif aux implications sociales de cette transition requiert par conséquent d'agir simultanément sur les plans économiques, sociaux et culturels. Cela signifie par exemple prendra acte de l'impossibilité de concilier quatre éléments qui peuvent pourtant tous paraître souhaitables : des investissements publics devant permettre la transition écologique ; l'adoption d'un modèle de croissance faible, voire négative ; la réduction du temps de travail ; la défense de l'Etat-Providence.

La réorientation de notre économie vers des modes de production et de consommation plus soutenables rend effectivement indispensables les investissements publics souhaités par les économistes atterrés. Toutefois, au-delà d'un effet de relance à court terme, il n'est ni vraisemblable, ni même souhaitable que ces investissements nourrissent structurellement une croissance économique forte. Il faut s'attendre au contraire à des taux de croissance structurellement faibles, voire potentiellement négatifs. Cela invite à s'intéresser sérieusement aux positions développées par les objecteurs de croissance, en dépit du caractère excessif, à mes yeux, de leur critique du progrès technologique.

Certes, il n'est pas nécessairement épanouissant de faire son potager et de manger ses légumes. La déformalisation des activités n'est pas non plus en elle-même un progrès. Au contraire, certains éléments de la spécialisation du travail contribuent à une plus grande prospérité humaine, que ce soit en termes de la réalisation de soi au travers d'une profession choisie ou en termes de qualité des biens et des services produits. De même, la société industrielle et technologique ne doit pas être rejetée dans son ensemble. Si la foi dans une solution purement technologique à l'épuisement des ressources naturelles est téméraire, la technologie peut néanmoins apporter des éléments de réponse aux défis écologiques et être une source d'amélioration de la qualité de vie. Ne pensons qu'aux progrès médicaux qu'elle a rendus possible. Or aucun n'objecteur de croissance ne veut que la décroissance promue soit surtout une décroissance de la longueur de vie.

C'est en fait leur critique du système de besoins inhérent à une société de consommation de masse qui me semble devoir retenir l'attention. La consommation est inutilement stimulée par la programmation de l'obsolescence des produits – en raison de leur fragilité technique ou de la multiplication de pseudo-innovations –, mais également en faisant des modes de

consommation des marqueurs identitaires et des vecteurs de reconnaissance sociale. Se détacher d'un tel modèle demandera donc de privilégier des modes d'interactions économiques favorisant l'allongement de la durée de vie des biens produits, mais également de redéfinir des modes alternatifs de distribution de la reconnaissance sociale et, dès lors, de refaire place à une interrogation collective sur les valeurs et comportements dignes d'estime.

L'adoption d'un système de besoins plus sobres ne signifierait toutefois pas que nous vivrions dans une société d'abondance et qu'il nous serait possible de célébrer la fin du travail. Même en modérant notre consommation, adopter des modes de production moins énergivores réduira fortement la productivité du travail. De plus, l'importance des besoins en termes de services aux personnes, en particulier dans une société vieillissante, est telle que, tout comme les adeptes de la *Troisième voie*, il me paraît plus pertinent d'en appeler à une revalorisation de la participation sociale qu'à la célébration d'une société du loisir<sup>39</sup>. Une telle revalorisation est elle-même dépendante de l'interrogation collective sur les valeurs communes à laquelle je viens d'appeler. Elle demande en effet que soient définies quelles sont les activités socialement utiles et les formes de participation sociale qu'ils importeraient de revaloriser. A l'encontre donc de tout individualisme libéral, il faut s'attacher à redonner un contenu à l'idée de prospérité qui dépasse la seule aisance économique<sup>40</sup>.

Cette revalorisation de la participation plaide également pour une réforme de notre système social afin de favoriser des politiques visant à soutenir la participation plutôt qu'axées essentiellement sur le maintien du pouvoir d'achat. Se contenter de faire l'amalgame entre l'Etat social actif promu par les partisans de la Troisième voie et les politiques néolibérales favorables à la financiarisation, serait par conséquent se priver d'une source importante d'inspiration. La réorientation vers une économie plus qualitative mettra inéluctablement sous pression les finances publiques et exigera de privilégier des politiques sociales plus dynamiques. Toutefois, ces politiques sociales ne pourront être réellement développées qu'en se délivrant de la contrainte court-termiste de la financiarisation.

Contrairement à ce qu'écrivent les économistes atterrés, la critique du capitalisme financier ne justifie donc pas une condamnation du modèle de l'Etat social actif. Elle en est au contraire une condition de réussite. En retour, la réforme de l'Etat-Providence me paraît être la condition de la faisabilité politique des réformes économiques souhaitées. L'expression d'une nostalgie trop forte à l'égard d'un modèle social et économique définitivement dépassé risque de donner l'impression qu'un conservatisme de gauche défendant les acquis sociaux de uns fait face à un conservatisme de droite s'accrochant aux privilèges financiers des autres, alors

---

<sup>39</sup> Je rejoins ainsi assez largement la critique faite par Alain Lipietz des discours sur la fin de la valeur travail – voir A. Lipietz, *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, Paris, La Découverte, 1998, essentiellement le chapitre 3. Si Lipietz défend néanmoins le partage du temps de travail – lors du débat sur les « 35 heures » en France comme lorsqu'il s'oppose à la hausse de l'âge de la retraite –, ce n'est pas parce que celui-ci n'aurait plus de valeur, mais au contraire parce qu'en raison de sa valeur il est important qu'il soit mieux distribué alors qu'il est menacé de raréfaction par les gains de productivité. Dans une économie moins énergivore, la pertinence de l'argument devrait être réévaluée en tenant compte de la réduction de la productivité, ainsi que de la hausse des prix qui accompagnera inévitablement une relocalisation de l'économie et un commerce international plus respectueux des conditions humaines, sociales et environnementales de production. En fait, Lipietz veut répondre au chômage par une combinaison du partage des emplois existants et de la création de nouveaux emplois dans le tiers secteur associatif et la transition écologique, alors que, pour ma part, la priorité me semble devoir être accordée à la création d'emplois, notamment en raison des besoins générés par le vieillissement de la population.

<sup>40</sup> Voir L. de Briey, « Prospérité et crise du politique » in I. Cassiers (éd.), *Redéfinir la prospérité*, Aube, Paris, 2011, pp. 213-238.

que la transition nécessaire ne sera possible que si les changements requis font l'objet d'un consensus social important. Or, celui-ci ne pourra émerger que si chaque groupe social accepte que certains avantages qu'il tire du système actuel puissent être remis en question. Seuls les efforts faits par les uns légitimeront ceux consentis par les autres<sup>41</sup>.

S'il y a bientôt quinze ans, les partisans de la Troisième voie ont fait l'erreur de promouvoir un modèle de réformes sociales sans doubler celui-ci d'une réforme radicale du modèle économique, le danger est aujourd'hui symétrique : les mouvements les plus à gauche remettent en cause le capitalisme financier sans accepter de participer à une réforme du modèle social. A l'échec des premiers pourrait succéder celui des seconds.

---

<sup>41</sup> Les réformes économiques et sociales sont donc non seulement complémentaires du point de vue de la cohérence du contremodèle proposé, mais également du point de vue du rapport de forces politiques.

## Bibliographie:

- Y.-M. Abraham, L. Marion, H. Philippe (éd.), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Ecosociété, 2011.
- P. Ariès, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte, 2011.  
*Le socialisme gourmand*, Paris, La Découverte, 2012
- C. Arnspenger, *Nouvelle Question sociale et obstacles à la solidarité (1<sup>ère</sup> partie). L'État social actif « de gauche » : authentique idéal de solidarité ou lamentable mascarade idéologique ?*, Louvain-la-Neuve, DOCH 75, 2000, <http://www.etes.ucl.ac.be/doch.html>.
- D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *La décroissance. Dix questions pour en débattre*, Paris, La Découverte, 2012.
- T. Blair, A. Giddens, *La troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Paris, Seuil, 2002
- L. Boltanski, E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- I. Cassiers (éd.), *Redéfinir la prospérité*, Aube, Paris, 2011.
- P. Dardot, C. Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.
- J.-P. Fitoussi, E. Laurent, *La nouvelle écologie politique. Economie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008.
- F. Flipo, *Nature et politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Amsterdam, 2014.
- J.-M. Harribey, « Une conception de la richesse non marchande pour sortir du faux dilemme croissance/décroissance », in Berr E. et J.-M. Harribey (sous la dir. de), *Le Développement en question(s)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2006, p. 265-288.
- R. Heindberg, *The End of Growth*, Gabriola Island, New Society Publisher, 2011.
- R. Hopkins, *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*, Totnes, Green Books, 2007.
- T. Jackson, *Prosperity without growth: Economics for a Finite Planet*, London, Earthscan, 2009 – trad. franç.: *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010.
- Les économistes atterrés, *20 ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011.  
*Changer d'économie !*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011  
*L'Europe mal-Traitée*, Paris, Les liens qui libèrent 2012.  
*Changer l'Europe !*, Paris, Les liens qui libèrent, 2013.  
*Nouveau Manifeste. 15 chantiers pour une autre économie*, Paris, Les liens qui libèrent, 2015.
- J.-M. Nolle, *Le green deal. Proposition pour une sortie de crise*, Bruxelles, Le Cri, 2008.
- S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.
- A. Lipietz, *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, Paris, La Découverte, 1998.  
*Green Deal, La crise du libéral-productivisme et la réponse écologique*, Paris, La Découverte, 2012.  
*Qu'est-ce que l'écologie politique*, Paris, Les Petits Matins, 2012.
- J., O'Neill, *Ecology, Policy and Politics: Human Well-Being and the Natural World*, London, Routledge, 1993.



- T. Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013
- P. Rabbi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010.
- N. Stern, *The Economics of Climate Change: The Stern Review*. Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- J. van den Bergh, “Growth, a-growth or degrowth to stay within planetary boundaries”, *Journal of Economic Issues*, 46 (2), 909-920.